

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 358

[C - 99/12060]

15 JANVIER 1999

Arrêté royal relatif à la comptabilité et au compte annuel des Fonds de sécurité d'existence

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 13 bis, inséré à la loi du 13 février 1998;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 1998;

Vu les délibérations du Conseil des Ministres du 17 juillet 1998, relatives à la demande d'avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *La comptabilité et les comptes annuels*

Article 1^{er}. Chaque Fonds de sécurité d'existence doit tenir une comptabilité appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités, compte tenu des missions dont il est chargé en vertu des ses statuts et de toute autre dispositions particulières qui le concernent.

Art. 2. La comptabilité doit couvrir l'ensemble de ses opérations, avoirs et droits, dettes, obligations et engagements de toute nature.

Art. 3. La comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes et conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Toutes les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, soit dans un livre journal unique, soit dans un journal auxiliaire. Elles sont méthodiquement inscrites ou posées dans les comptes qu'elles concernent.

Les comptes sont définis dans un plan comptable approprié aux activités du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 4. Chaque fonds procède, une fois l'an au moins, avec bonne foi et prudence, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date choisie, un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

Cet inventaire est ordonné de la même manière que le plan comptable du Fonds de sécurité d'existence.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Ces comptes annuels et les pièces de l'inventaire qui les appuient sont transcrits dans un livre; les pièces dont le volume rend la transcription difficile sont résumées dans un livre auquel elles sont annexées.

Art. 5. Les comptes annuels, qui doivent être établis chaque année, sont constitués du bilan, du compte de résultats et du commentaire. Ces documents forment un tout.

Art. 6. Outre les renseignements prévus au chapitre II de l'annexe, le commentaire visé à l'article 5 du présent arrêté mentionne :

1° une description des avantages octroyés par le Fonds de Sécurité d'Existence, avec mention des statuts et des conventions collectives de travail qui y ont trait.

Il est à cet effet expliqué quels montants, comme mentionnés dans le compte de résultats, ont trait à ces avantages.

2° Le montant ou le pourcentage des cotisations de l'exercice écoulé.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 358

[C - 99/12060]

15 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot de Fondsen voor bestaanszekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 13 bis, ingevoegd bij de wet van 13 februari 1998;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 17 juli 1998, betreffende de aanvraag om advies binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De boekhouding en de jaarrekening*

Artikel 1. Elk Fonds voor bestaanszekerheid voert een voor de aard en de omvang van zijn activiteiten passende boekhouding, rekening houdend met de opdrachten waarmee het is belast blijkens zijn statuten en alle andere bijzondere bepalingen die betrekking hebben op het Fonds.

Art. 2. De boekhouding omvat al de verrichtingen, de bezittingen en vorderingen, schulden, verplichtingen en verbintenissen van welke aard ook.

Art. 3. De boekhouding wordt door middel van een stelsel van boeken en rekeningen gevoerd met inachtneming van de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

Alle verrichtingen worden zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde ingeschreven in een ongesplitst dagboek of in een hulpdagboek. Ze worden methodisch ingeschreven in of overgebracht naar de rekeningen waarop ze betrekking hebben.

De rekeningen worden ondergebracht in een voor de activiteiten van het Fonds voor bestaanszekerheid passend rekeningstelsel.

Art. 4. Elk fonds verricht, omzichtig en ter goeder trouw, ten minste eens per jaar de nodige opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderings om op een door hem gekozen datum de inventaris op te maken van al zijn bezittingen, vorderingen, schulden, verplichtingen en verbintenissen van welke aard ook.

Deze inventaris wordt verricht overeenkomstig het rekeningstelsel van het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris, worden ze samengevat en beschreven in een staat, zijnde de jaarrekening.

De jaarrekening en de inventarisstukken waarop zij steunt, worden overgeschreven in een boek; de stukken die wegens de omvang bezwaarlijk kunnen worden overgeschreven, worden in dat boek samengevat en erbij gevoegd.

Art. 5. De jaarrekening, die elk jaar moet worden opgesteld, omvat de balans, de resultatenrekening en de toelichting. Deze documenten vormen een geheel.

Art. 6. Naast de gegevens zoals voorzien in hoofdstuk II van de bijlage, vermeldt de toelichting bedoeld in artikel 5 van dit besluit :

1° een omschrijving van de voordelen die het Fonds voor Bestaanszekerheid verleent, met verwijzing naar de statuten en de collectieve arbeidsovereenkomsten die er betrekking op hebben.

Hierbij wordt toegelicht welke bedragen, zoals vermeld in de resultatenrekening op deze voordelen betrekking hebben.

2° Het bedrag of het percentage van de bijdragen van het afgelopen boekjaar.

3° L'importance et une description des frais d'administration cités dans l'article 5 de la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE II. — *Forme et contenu des comptes annuels*

Section 1re. — Principes généraux.

Art. 7. Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 8. Ils doivent être établis avec clarté et indiquer systématiquement, d'une part, à la date de clôture de l'exercice, la nature et le montant des avoirs et droits du Fonds de sécurité d'existence, de ses dettes, obligations et engagements et, d'autre part, pour l'exercice clôturé à cette date, la nature et le montant de ses charges et de ses produits.

Si l'application de la législation et des dispositions du présent arrêté ne suffit pas pour satisfaire au prescrit de l'article 7, des informations complémentaires doivent être fournies dans le commentaire.

Art. 9. Toute compensation entre des avoirs et des dettes, entre des droits et des engagements, entre des charges et des produits est interdite, sauf les cas prévus ci-après.

Art. 10. Le plan comptable du Fonds de sécurité d'existence doit être conçu ou ajusté de manière telle que le bilan et le compte de résultats précèdent, sans addition ou omission des postes correspondants de la balance des comptes.

Le bilan d'ouverture d'un exercice doit correspondre au bilan de clôture d'un exercice précédent.

Art. 11. Les comptes annuels sont établis en FB/EUR. L'exercice comptable a une durée de 12 mois.

Section 2. — Structure des comptes annuels

Art. 12. Le bilan et le compte de résultats sont établis conformément aux schémas prévus au chapitre Ier de l'annexe au présent arrêté.

Art. 13. Les postes du bilan et du compte de résultats et les mentions du commentaire peuvent être omis s'ils sont sans objet pour l'exercice considéré.

Lorsque les chiffres relatifs à l'exercice précédent doivent être mentionnés, ils ne peuvent être omis que s'ils sont également sans objet pour l'exercice précédent.

Art. 14. Le Fonds de sécurité d'existence a la faculté de subdiviser plus amplement les postes et états prévus par le présent arrêté.

Art. 15. Le contenu des postes des comptes annuels est, dans la mesure où il appelle des précisions pour certains d'entre eux, défini au chapitre III de l'annexe au présent arrêté.

Art. 16. La présentation des comptes annuels doit être identique d'un exercice à l'autre.

Toutefois, elle est modifiée au cas où, notamment à la suite d'une modification importante de la structure du patrimoine, des produits et charges du Fonds de sécurité d'existence, elle ne répond plus à la prescription de l'article 7. Ces modifications sont mentionnées et justifiées dans le commentaire relatif à l'exercice au cours duquel elles sont introduites.

Section 3. — Dispositions particulières relatives aux comptes annuels

Art. 17. Le bilan et le compte de résultats indiquent, pour chacun des postes, les montants correspondants de l'exercice précédent.

Si les chiffres de l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent, les chiffres de l'exercice précédent peuvent être redressés en vue de les rendre comparables.

Dans ce cas, le commentaire doit mentionner et commenter les redressements opérés, si ceux-ci ne sont pas sans signification.

3° De grootte en een omschrijving van de bestuurskosten zoals vermeld in artikel 5 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK II. — *Vorm en inhoud van de jaarrekening*

Afdeling 1. — Algemene principes.

Art. 7. De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële situatie, alsook van de resultaten van het Fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 8. Zij moet duidelijk worden opgesteld en stelselmatig weergeven, enerzijds de aard en het bedrag, op de dag waarop het boekjaar wordt afgesloten, van de bezittingen en de rechten van het Fonds voor bestaanszekerheid, van haar schulden, verplichtingen en verbintenissen en anderzijds, voor het op die dag afgesloten boekjaar, de aard en het bedrag van haar kosten en haar opbrengsten.

Wanneer de toepassing van de wetgeving en de bepalingen van dit besluit niet volstaan om te voldoen aan het bepaalde in artikel 7, moeten aanvullende inlichtingen worden verstrekt in de toelichting.

Art. 9. Compensatie tussen bezittingen en schulden, tussen rechten en verplichtingen en tussen kosten en opbrengsten is verboden, behalve in de gevallen voorzien door dit besluit.

Art. 10. Het rekeningsstelsel van het Fonds voor bestaanszekerheid moet zodanig worden opgevat of aangepast dat de balans en de resultatenrekening, zonder toevoeging en weglating voortvloeiën uit de balans van de overeenstemmende rekeningen.

De beginbalans van een boekjaar moet overeenstemmen met de eindbalans van het voorafgaande boekjaar.

Art. 11. De jaarrekening wordt opgesteld in BEF/EUR. Het boekjaar valt samen met een periode van 12 maanden.

Afdeling 2. — Structuur van de jaarrekening.

Art. 12. De balans en de resultatenrekening worden opgesteld overeenkomstig de schema's bedoeld in hoofdstuk I van de bijlage bij dit besluit.

Art. 13. De posten van de balans en de resultatenrekening, alsmede de vermeldingen van de toelichting kunnen worden weggelaten wanneer zij niet dienstig zijn voor het betrokken boekjaar.

Wanneer de bedragen van het voorgaande boekjaar moeten worden vermeld, dan mogen ze slechts worden weggelaten wanneer ze voor dat boekjaar niet dienstig zijn.

Art. 14. Het Fonds voor bestaanszekerheid mag de posten en de staten voorzien in dit besluit verder splitsen.

Art. 15. De inhoud van de posten van de jaarrekening wordt, in de mate sommige nadere precisering vragen, bepaald in hoofdstuk III van de bijlage bij dit besluit.

Art. 16. De voorstelling van de jaarrekening moet identiek zijn van het ene jaar tot het andere.

Zij wordt echter gewijzigd wanneer, onder meer ingevolge een belangrijke wijziging in de structuur van het vermogen, van de opbrengsten en de kosten van het Fonds voor bestaanszekerheid, ze niet meer beantwoordt aan het voorschrift van artikel 7. Deze wijzigingen worden vermeld en verantwoord in de toelichting die behoort tot het boekjaar waarin ze werden ingevoerd.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen met betrekking tot de jaarrekening.

Art. 17. De balans en de resultatenrekening vermelden bij elke post het bedrag van de overeenkomstige post van het voorafgaande boekjaar.

Wanneer de bedragen van het boekjaar niet vergelijkbaar zijn met die van het voorafgaande boekjaar, mogen de bedragen van het voorafgaande boekjaar worden aangepast met het oog op hun vergelijkbaarheid.

In dat geval moet de toelichting de aanpassingen vermelden en toelichten behalve indien zij onbelangrijk zijn.

Si les chiffres de l'exercice précédent ne sont pas redressés, le commentaire doit comporter les mentions nécessaires pour permettre la comparaison.

Art. 18. Les amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges doivent, au sens du présent arrêté, être entendus conformément aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

CHAPITRE III. — Règles d'évaluation

Art. 19. Les règles d'évaluation de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises seront appliquées à l'exception de ce qui concerne les dispositions relatives aux provisions dont le Ministre de l'Emploi et du Travail, après avis du Conseil National du Travail et de la Commission des Normes Comptables, fixera les principes, les modalités, les techniques et le délai dans lequel elles doivent être effectuées.

L'article 34 de l'arrêté du 8 octobre 1976 ne s'applique toutefois pas aux Fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux organes de contrôle et de surveillance

Art. 20. Un rapport des réunions de l'organe de gestion est établi. Ce rapport est notamment constitué de toutes les décisions qui sont prises par l'organe de gestion du Fonds de Sécurité d'Existence et qui ont des conséquences financières ou qui peuvent avoir des conséquences financières.

Art. 21. Les comptes annuels, le rapport annuel du Fonds de sécurité d'existence et le rapport du (des) réviseur(s) ou de(s) l'expert(s)-comptable sont transmis annuellement au président de la commission paritaire compétente qui les présente directement à la Commission paritaire.

Le président en transmet ensuite immédiatement copie au Ministre de l'Emploi et du Travail.

Art. 22. Lorsqu'il s'avère que les comptes annuels, élaborés conformément au présent arrêté, se soldent par un résultat négatif qui ne peut être apuré par des réserves préalablement constituées, le réviseur ou l'expert-comptable le mentionne dans son rapport.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Worden de bedragen van het voorafgaande boekjaar niet aangepast, dan moet de toelichting de nodige gegevens bevatten om een vergelijking mogelijk te maken.

Art. 18. Voor wat moet worden verstaan onder « afschrijvingen », « waardeverminderingen » en « voorzieningen voor risico's en kosten », wordt verwezen naar de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

HOOFDSTUK III. — Waarderingsregels

Art. 19. De waarderingsregels van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen zullen toegepast worden met uitzondering wat betreft de bepalingen met betrekking tot de voorzieningen waarvan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, na advies van de Nationale Arbeidsraad en de Commissie voor Boekhoudkundige Normen, de principes, de modaliteiten, de technieken en de termijn waarbinnen deze moeten aangelegd worden, zal vastleggen.

Artikel 34 van het voormeld koninklijk besluit vindt echter geen toepassing op de fondsen voor bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen in verband met de controle- en de toezichtsorganen

Art. 20. Van de vergaderingen gehouden door het beheersorgaan wordt een verslag opgemaakt. In dit verslag komen onder meer alle beslissingen voor die door het beheersorgaan van het Fonds voor Bestaanszekerheid zijn genomen en die financiële gevolgen hebben of kunnen hebben.

Art. 21. De jaarrekeningen, het jaarverslag met betrekking tot het Fonds voor Bestaanszekerheid en het verslag van de revisor(en) of de accountant(s), moeten jaarlijks worden overgemaakt aan de voorzitter van het bevoegd paritair comité die ze onmiddellijk voorlegt aan het paritair comité.

De voorzitter van het paritair comité bezorgt vervolgens onmiddellijk een afschrift aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 22. Wanneer blijkt dat de jaarrekening, opgesteld overeenkomstig dit besluit, een negatief saldo vertoont dat niet kan worden aangezuiverd met eerder aangelegde reserves, maakt de revisor of de accountant hiervan melding in zijn verslag.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Annexe A. — L'arrêté royal relatif à la comptabilité et au compte annuel des fonds de sécurité d'existence

CHAPITRE Ier. — Schéma des comptes annuels

| BILAN | |
|--|---|
| ACTIF | PASSIF |
| Actifs immobilisés I. Immobilisations incorporelles II. Immobilisations corporelles A. Terrains et constructions B. Installations, machines, outillage C. Mobilier et matériel roulant D. Location-financement et droits similaires E. Autres immobilisations corporelles | I. Réserves A. Boni/mali cumulés au début de l'exercice précédent B. Boni/mali de l'exercice (+) (-) II. Provisions pour risques et charges A. Provisions techniques B. Autres |
| Actifs circulants III. Créances à plus d'un an A. Cotisations employeurs à recevoir 1. Créances sur employeurs 2. Créances sur organismes chargés du recouvrement des cotisations de sécurité sociale B. Autres créances | III. Dettes à plus d'un an A. Dettes financières 1. Etablissements de crédit 2. Autres B. Autres |
| IV. Créances à un an au plus A. Cotisations employeur à recevoir 1. Créances sur employeurs 2. Créances sur organismes chargés du recouvrement des cotisations de sécurité sociale B. Autres créances | IV. Dettes à un an au plus A. Dettes financières 1. Etablissements de crédit 2. Autres B. Dettes relatives aux avantages sociaux 1. Avantages sociaux à octroyer 2. Organismes de sécurité sociale 3. Pouvoirs publics 4. Autres C. Dettes fiscales, salariales et sociales 1. Impôts 2. Rémunérations et charges sociales D. Autres dettes |
| V. Placements A. Actions et parts B. Titres à revenu fixe C. Autres titres D. Dépôts à terme E. Autres placements | |
| VI. Valeurs disponibles | |
| VII. Comptes de régularisation | V. Comptes de régularisation |
| TOTAL DE L'ACTIF | TOTAL DU PASSIF |
| COMPTE DE RESULTATS | |
| Charges | Produits |
| II. Charges techniques A. Avantages sociaux octroyés aux bénéficiaires par le Fonds (ventilés selon les catégories d'avantages prévus par les statuts) B. Versements aux organismes de sécurité sociale chargés d'allouer certains avantages sociaux (ventilés selon les catégories d'avantages prévus par les statuts) C. Versements à d'autres organismes chargés d'allouer certains avantages sociaux (ventilés selon les catégories d'avantages prévus par les statuts) D. Provisions techniques (dotations +, utilisations et reprises -) E. Réductions de valeurs sur créances cotisations employeurs | I. Produits techniques - cotisations employeurs A. Cotisations perçues directement par le Fonds B. Cotisations perçues indirectement par le Fonds |
| IV. Charges de fonctionnement A. Rémunérations, charges sociales et pensions B. Services et biens divers C. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles (dotations +, reprises -) D. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) E. Autres charges de fonctionnement | III. Autres produits courants |
| VI. Charges financières A. Charges des dettes B. Réductions de valeurs sur placements C. Moins-values de réalisation sur placements D. Autres charges financières E. Réductions de valeurs et moins-values sur « autres créances » | V. Produits des placements A. Produits des placements et des valeurs disponibles B. Plus-values de réalisation sur placements C. Autres produits des placements |

| | |
|--|--|
| VIII. Charges exceptionnelles A. Amortissements, réductions de valeur et moins-values exceptionnelles sur immobilisations corporelles et incorporelles (dotations +, utilisations et reprises -) B. Autres charges exceptionnelles | VII. Produits exceptionnels A. Plus-values sur réalisation d'immobilisations corporelles et incorporelles B. Autres produits exceptionnels |
| BONI/MALI DE L'EXERCICE | |

Bijlage bij het koninklijk besluit betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot de fondsen voor bestaanszekerheid

HOOFDSTUK I. — *Schema van de jaarrekening*

| BALANS | |
|---|---|
| ACTIEF | PASSIEF |
| Vaste activa. I. Immateriële vaste activa II. Materiële vaste activa A. Terreinen B. Installaties, machines en uitrusting C. Meubilair en rollend materieel D. Leasing en soortgelijke rechten E. Overige materiële vaste activa | I. Reserves A. Gecumuleerde boni (+)/ mali (-) van vorige boekjaren B. Boni (+) /mali (-) van het boekjaar II. Voorzieningen voor risico's en kosten A. Technische voorzieningen. B. Andere voorzieningen. |
| Vlottende activa. III. Vorderingen op meer dan één jaar A. Bijdragen van de werkgevers te ontvangen 1. Vorderingen ten aanzien van de werkgevers 2. Vorderingen van organismen belast met de inning van de bijdragen van de sociale zekerheid B. Overige vorderingen | III. Schulden op meer dan één jaar A. Financiële schulden 1. Kredietinstellingen 2. Andere |
| IV. Vorderingen op ten hoogste één jaar A. Bijdragen van de werkgevers te ontvangen 1. Vorderingen ten aanzien van de werkgevers 2. Vorderingen van organismen belast met de inning van de bijdragen van de sociale zekerheid B. Overige vorderingen | IV. Schulden op ten hoogste één jaar A. Financiële schulden 1. Kredietinstellingen. 2. Andere B. Schulden verbonden aan de sociale voordelen 1. Te verlenen sociale voordelen 2. Organismen van sociale zekerheid 3. Overheidsinstanties 4. Andere C. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten. 1. Belastingen 2. Bezoldigingen en sociale lasten D. Overige schulden |
| V. Geldbeleggingen A. Aandelen en deelnemingen B. Vastrentende effecten C. Overige effecten E. Overige beleggingen | |
| VI. Liquide middelen | |
| VII. Overlopende rekeningen | V. Overlopende rekeningen. |
| TOTAAL VAN HET ACTIEF | TOTAAL VAN HET PASSIEF |

| RESULTATENREKENING | |
|--|--|
| Kosten | Opbrengsten |
| II. Technische kosten A. Sociale voordelen verleend aan de begunstigden van het Fonds (opgesplitst volgens de categorieën van voordelen voorzien in de statuten). B. Uitbetalingen aan de organismen van sociale zekerheid belast met de toekenning van sommige sociale voordelen (opgesplitst naargelang de categorieën van voordelen voorzien in de statuten). C. Uitbetalingen aan andere organismen belast met de toekenning van sommige sociale voordelen (opgesplitst naargelang de categorieën van voordelen voorzien in de statuten). D. Technische voorzieningen (toevoegingen +, bestedingen en terugnemingen -) E. Waardeverminderingen op vorderingen uit hoofde van werkgeversbijdragen. | I. Technische opbrengsten - werkgeversbijdragen A. Bijdragen direct geïnd door het Fonds B. Bijdragen indirect geïnd door het Fonds |
| IV. Werkingskosten. A. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen. B. Diensten en diverse goederen. C. Afschrijvingen en waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa (toevoegingen + en terugnemingen -). D. Voorzieningen voor risico's en kosten. E. Andere werkingskosten. | III. Andere opbrengsten. |
| VI. Financiële kosten. A. Kosten van schulden. B. Waardeverminderingen op geldbeleggingen. C. Waardeverminderingen bij de realisatie van geldbeleggingen. D. Waardeverminderingen en minderwaarden op « overige vorderingen ». E. Andere financiële kosten. | V. Opbrengsten uit beleggingen. A. Opbrengsten uit beleggingen en andere beschikbare waarden B. Meerwaarden bij de realisatie van beleggingen C. Financiële opbrengsten D. Andere financiële opbrengsten |
| VIII. Uitzonderlijke kosten. A. Uitzonderlijke afschrijvingen, waardeverminderingen en minderwaarden op materiële en immateriële vaste activa (toevoegingen +, bestedingen en terugnemingen -) B. Andere uitzonderlijke kosten. | VII. Uitzonderlijke opbrengsten. A. Meerwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa. B. Andere uitzonderlijke opbrengsten. |
| BONI/MALI VAN HET BOEKJAAR | |

CHAPITRE II. — *Contenu du commentaire*

Le commentaire comprend les renseignements suivants :

I. Un état global des immobilisations corporelles (rubrique II de l'actif) mentionnant,

a) en valeur d'acquisition, le montant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice, ainsi que le montant en fin d'exercice;

b) les amortissements et réductions de valeur existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice, ainsi que le montant en fin d'exercice de ces réductions de valeur et amortissements;

c) la valeur comptable nette en fin d'exercice.

II. Un état des placements ventilés conformément au point V de l'actif du bilan et mentionnant, pour chaque catégorie de placements la liste des placements détenus par le Fonds.

III. Si leur montant est significatif, un état des Autres créances (rubriques V, B et VI, B de l'actif du bilan) précisant le débiteur de la créance et le terme consenti pour son remboursement.

IV. Concernant les dettes des rubriques IV B et C du bilan, il convient de se référer aux articles des statuts du Fonds de sécurité d'existence qui les concerne, si cela s'avère possible.

V. Les indications suivantes concernant le personnel et les frais de personnel :

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de toelichting*

De toelichting moet de volgende gegevens bevatten :

I. Een staat van de materiële vaste activa (rubriek II van het actief van de balans) met de vermelding van,

a) het bedrag van de aanschaffingswaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar, en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

b) het bedrag van de afschrijvingen en de waardeverminderingen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het vorige boekjaar en het bedrag van deze afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar;

c) het bedrag van de netto-boekwaarde per einde van het boekjaar.

II. Een staat van de geldbeleggingen opgesplitst overeenkomstig punt V van het actief van de balans en met vermelding voor elke categorie van geldbelegging van een lijst van de beleggingen in het bezit van het Fonds.

III. Als het bedrag belangrijk is, een staat van de Overige vorderingen (rubriek III B, en IV B van het actief van de balans) met vermelding van de debiteur van de vordering en de termijn toegestaan voor de terugbetaling.

IV. Met betrekking tot de schulden in de rubriek IV B en C van de balans moet verwezen worden naar de artikelen in de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid waarop zij betrekking hebben indien dit mogelijk is.

V. De volgende gegevens met betrekking tot het personeel en de personeelskosten :

- les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent, au sujet des travailleurs inscrits au registre du personnel et liés à l'entreprise par un contrat de travail ou par un contrat de stage au sens de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes :

a) le nombre total à la date de clôture de l'exercice;
b) l'effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 12, § 1^{er} de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

c) le nombre d'heures prestées, calculées conformément à l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social.

- Les provisions pour pensions des membres du personnel.

VI. Concernant les rubriques II. A et B du compte de résultats :

- le montant selon la catégorie d'avantages avec une référence aux articles des statuts qui prévoient l'avantage. Si les statuts ou les conventions collectives de travail auxquelles il est fait référence dans les statuts n'indiquent pas le calcul de l'avantage, le mode de calcul doit être déterminé.

Concernant le point II. C. : - le montant selon la catégorie d'avantages avec une référence aux articles des statuts qui prévoient l'avantage. Il doit également être indiqué au moyen d'un calcul comment on aboutit aux montants mentionnés. Si des critères étaient établis concernant le versement, ceux-ci doivent être mentionnés.

CHAPITRE III. — Définition des rubriques et des sous-rubriques des comptes annuels

1. Dans la mesure où elles ne sont pas plus amplement définies ci-après, les rubriques des comptes annuels des Fonds de sécurité d'existence sont définies conformément au chapitre III de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976.

2. Placements :

Sont portés sous cette rubrique les actifs que le Fonds a acquis à titre de placement et qui font partie de son patrimoine sans toutefois être utilisés dans le cadre de ses activités statutaires.

a) Actions ou parts

Sont classés sous ce poste tous les droits sociaux que le Fonds détient dans des entreprises.

b) Titres à revenu fixe

Sont classés sous ce poste les titres que détient le Fonds, émis tant par les autorités publiques, les organismes publics de crédit que les entreprises privées. Les titres à revenu fixe comportent notamment les obligations, les obligations convertibles, les bons de caisse, les bons de capitalisation.

c) Autres titres

Sont notamment repris sous cette rubrique : les certificats immobiliers, les certificats représentatifs de parts de copropriété dans les fonds communs de placement, les parts de société dont l'objet social consiste principalement à effectuer des opérations à caractère immobilier.

d) Dépôts à terme

Sont repris sous cette rubrique : les comptes à terme à plus d'un mois et les comptes à terme avec préavis de plus d'un mois.

e) Autres placements

Sont repris sous cette rubrique les autres placements effectués par le Fonds. Sont, entre autres, portés sous cette rubrique les placements effectués par le Fonds qui ne sont pas de nature financière (par exemple, l'achat d'un immeuble).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

- over het boekjaar en het overige boekjaar, wat betreft de werknemers ingeschreven in het personeelsregister en verbonden met het Fonds met een arbeidsovereenkomst of een stageovereenkomst in de zin van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces :

a) het totaal aantal op het moment van het sluiten van het boekjaar;

b) het gemiddeld personeelsbestand berekend in voltijdse equivalenten overeenkomstig artikel 12, § 1 van het koninklijk besluit van 12 september 1983 houdende uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;

c) het aantal gepresteerde uren, berekend overeenkomstig het besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans.

- De voorzieningen voor pensioenen van de personeelsleden.

VI. Met betrekking tot de rubrieken II. A en B van de resultatenrekening :

- het bedrag volgens de categorie van voordelen met een verwijzing naar de artikelen in de statuten die voorzien in het voordeel. Indien in de statuten of de collectieve arbeidsovereenkomsten waar in de statuten naar verwezen wordt, geen berekening van het voordeel wordt aangegeven moet de berekeningswijze worden aangegeven.

Met betrekking tot punt II.C. : - het bedrag volgens de categorie van voordelen met een verwijzing naar de artikelen in de statuten die voorzien in het voordeel. Moet eveneens worden aangegeven door middel van een berekening, hoe men tot de vermelde bedragen komt. Indien criteria zouden zijn vastgelegd inzake de uitbetaling, moeten deze vermeld worden.

HOOFDSTUK III. — Definitie van de rubrieken en onderrubrieken van de jaarrekening

1. In de mate dat zij hier niet nader bepaald worden, worden de rubrieken van de jaarrekening van de Fondsen voor bestaanszekerheid bepaald volgens het hoofdstuk III van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976.

2. Beleggingen :

Worden ondergebracht onder deze rubriek, de activa die het fonds verworven heeft ten titel van belegging en die deel uitmaken van de bezittingen zonder evenwel te worden aangewend in het kader van zijn statutaire activiteiten.

A) Aandelen en deelnemingen.

Worden ondergebracht onder deze post, de maatschappelijke rechten die het Fonds voor bestaanszekerheid heeft in ondernemingen.

B) Vastrentende effecten.

Worden ondergebracht onder deze post, de effecten die het fonds bezit, uitgegeven door de publieke overheden, openbare kredietinstellingen als de privé-ondernemingen. De vastrentende effecten omvatten onder meer obligaties, converteerbare obligaties, kasbons, kapitalisatiebons.

C) Overige effecten.

Worden onder meer in deze rubriek opgenomen : de onroerende certificaten, de certificaten die de rechten van de mede-eigenaar in gemeenschappelijke beleggingsfondsen vertegenwoordigen, de deelbewijzen van vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel er hoofdzakelijk in bestaat onroerende verrichtingen tot stand te brengen.

D) Termijnbeleggingen.

Worden in deze rubriek opgenomen : de termijnrekeningen op meer dan één maand en de rekeningen met opzegtermijn van meer dan één maand.

E) Overige beleggingen.

Onder deze post worden alle andere beleggingen door het Fonds voor bestaanszekerheid gedaan, geboekt. Worden onder andere onder deze rubriek gebracht de beleggingen door het Fonds voor bestaanszekerheid gedaan die niet van financiële aard zijn (bv. de aankoop van een gebouw).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET